

réelle ou potentielle, et enfin (ce critère n'est pas le moindre) de ce qui en sort.

Depuis le début, le Commonwealth a directement servi à la consultation et à la coopération fonctionnelle dans divers domaines dans lesquels les membres décident qu'il est réalisable et souhaitable de coopérer. A mon avis, il a surtout à son actif l'élargissement des relations, de la compréhension, des horizons et des amitiés.

Sa raison d'être n'a pas changé. L'augmentation du nombre de pays membres a étendu les consultations cependant, vu la diversification des races, des continents et des stades du développement économique; non seulement la matière n'est plus la même (on aborde maintenant des sujets de plus grande portée et plus difficiles) mais aussi, à mon avis, les discussions se sont approfondies. Qui plus est, au cours des dernières années, la gamme des domaines concernés par les consultations et les programmes de coopération s'est beaucoup étendue.

Depuis le début du siècle les chefs des gouvernements indépendants du Commonwealth se sont réunis pour des échanges de vues simples et fraternels sur des sujets très variés. A présent, ils se rencontrent tous les deux ans dans l'une ou l'autre des capitales.

Les ministres des Finances du Commonwealth se rencontrent annuellement depuis 25 ans.

Les conférences du Commonwealth sur l'éducation, qui se déroulent au niveau ministériel, se tiennent approximativement tous les trois ans. La première a eu lieu à Oxford en 1958 et les suivantes, à New Delhi, à Ottawa, à Lagos, à Canberra et, en 1974, à Kingston.

Les conférences périodiques des ministres de la Santé et de la Justice du Commonwealth débutèrent en 1965. Les premiers se rencontrent tous les ans un jour ou deux avant l'assemblée de l'Organisation mondiale de la santé, et pour des périodes plus longues (une dizaine de jours), tous les trois ans (à Edimbourg en 1965, à Kampala en 1968, à l'île Maurice en 1971 et à Colombo en 1975). Les seconds se sont retrouvés à Sydney (1965), Londres (1966 et 1973), New Delhi (1971) et Lagos (1974).

Habituellement, les réunions du Commonwealth ne se tiennent pas au niveau ministériel. Les plus hauts fonctionnaires de chacun des gouvernements concernés (dans certains pays il s'agit du Secrétaire du Cabinet, dans d'autres, du chef «permanent» du bureau du Président ou du cabinet du premier ministre), se sont rencontrés à Ottawa en 1972 et depuis, se réunissent tous les ans, avec le Secrétaire

général du Commonwealth, entre les réunions des chefs de gouvernement (tous les deux ans), et en tant que comité distinct pendant ces conférences au sommet.

Réunions spécialisées

Il existe beaucoup d'autres réunions spécialisées de très hauts fonctionnaires: par exemple, les statisticiens en chef des gouvernements du Commonwealth se retrouvent régulièrement pour échanger des vues, notamment sur les techniques, et pour mettre au point des programmes d'aide technique à l'intention des pays qui en ont besoin. Mentionnons aussi les réunions des auditeurs généraux. De leur côté, les chefs des organisations nationales de recherche scientifique du Commonwealth se rencontrent régulièrement et s'attardent davantage, entre autres choses, sur des programmes coopératifs en vue d'accélérer l'application des sciences et de la technologie au développement économique.

Il ne faudrait pas croire que toutes les rencontres ont lieu entre gouvernements, encore moins exclusivement entre hauts fonctionnaires. Les parlementaires de tous les pays du Commonwealth tiennent par exemple une réunion annuelle sous les auspices de l'Association parlementaire du Commonwealth; il existe aussi des réunions régionales. Les présidents d'assemblées se rencontrent à intervalles réguliers pour échanger leurs connaissances et leurs idées; les premiers magistrats font de même. Les vice-recteurs d'universités ont des réunions périodiques organisées par l'Association des universités du Commonwealth; les chefs des organisations nationales de radio et de télévision se rencontrent à la Conférence du Commonwealth sur la radiodiffusion et la télévision, les athlètes, tous les quatre ans, aux Jeux du Commonwealth, et les directeurs de publications, aux réunions de l'Union de la presse du Commonwealth.

Encouragées par la Fondation du Commonwealth, société charitable créée en 1965 par les chefs de gouvernement en même temps que le Secrétariat, avec lequel elles collaborent étroitement, un nombre croissant d'associations professionnelles non gouvernementales du Commonwealth se sont constituées, par exemple dans des domaines comme le droit, la médecine, les sciences infirmières, l'arpentage, l'architecture, l'industrie minière et l'édition. Le Commonwealth compte en tout quelques centaines d'organisations non gouvernementales.

Depuis quelques années, les réunions sont de plus en plus axées sur l'action. En particulier depuis que le Secrétariat dispose du Fonds du Commonwealth pour la